

- Département de l'Isère -



100 Rue Paul Guerry - BP 30 - 38470 VINAY  
Tél. 04 76 36 90 57 - Fax. 04 76 36 94 08  
E. Mail: [regie.eau@3c2v.fr](mailto:regie.eau@3c2v.fr)

# MISE A JOUR DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT COMMUNE DE MONTAUD

## DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

### NOTE DE PRESENTATION

au titre de l'article R.123-8 2° et 3° du Code de l'Environnement



Bureau d'Études Techniques  
137, rue Mayoussard - CENTR'ALP  
38430 MOIRANS

Dossier n°802-02  
Octobre 2016

Tél. : 04 76 35 39 58  
Fax : 04 76 35 67 14  
E.mail : [alpetudes@alpetudes.fr](mailto:alpetudes@alpetudes.fr)

---

## COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

---

Régie Eau et Assainissement de la Communauté de Communes Chambaran Vinay Vercors

100 Rue Paul Guerry

BP 30

38470 VINAY

---

## OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

---

La présente enquête publique porte sur le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Montaud.

---

## TEXTES REGISSANT L'ENQUETE PUBLIQUE

---

La réalisation du zonage des eaux usées est soumise à enquête publique conformément aux dispositions du **décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011** portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

L'ensemble de ces textes est codifié aux :

- articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 et suivants du **Code de l'Environnement** relatif à l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
  - articles L.2224-8 et 10 et R.2224-8 à R.2224-9 du **Code Général des Collectivités Territoriales** ;
- 

## INSERTION DE L'ENQUETE PUBLIQUE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE

---

La Communauté de Communes Chambaran Vinay Vercors a décidé d'élaborer un zonage d'assainissement des eaux usées en parallèle de la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Montaud, en vue de le transformer en Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le projet de zonage des eaux usées est soumis à une demande d'examen au cas par cas sur l'éligibilité à évaluation environnementale en application de l'article R.122-17-II-4° du Code de l'Environnement auprès de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, à savoir le Préfet de l'Isère.

La Communauté de Communes Chambaran Vinay Vercors a sollicité, le 31/10/2016, l'examen au cas par cas de l'autorité environnementale dans la cadre de la procédure d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Montaud.

**Le projet de zonage d'assainissement des eaux usées est soumis à enquête publique dans le cadre d'une enquête publique environnementale unique** relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement comprenant également le dossier de projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté.

L'enquête publique, durant laquelle des permanences de la commission d'enquête et la mise à disposition du dossier au public sont assurées, permettra à chacun de consulter le projet et d'émettre des avis.

Dans le délai d'un mois qui suit la clôture de l'enquête, la commission d'enquête examine les observations consignées ou annexées au registre d'enquête publique, établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et rédige des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables.

Le zonage d'assainissement des eaux usées est ensuite approuvé par le conseil communautaire, qui analysera les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête pour prendre sa décision et apporter d'éventuels ajustements au dossier.

Cette délibération, suivie des mesures de publicité, met un terme à la procédure du zonage d'assainissement des eaux usées.

---

## LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET

---

L'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées suppose la définition d'une carte d'aptitude des sols sur l'ensemble des secteurs non desservis par le réseau public des eaux usées sur la base de plusieurs paramètres tels que :

- la perméabilité du sol afin de pouvoir juger de l'aptitude du sol à l'infiltration,
- la profondeur de la nappe d'eau pour estimer les conditions d'infiltration et protéger les eaux souterraines,
- l'épaisseur de sol utilisable pour apprécier les conditions d'infiltration et les risques de résurgence,
- la pente du terrain pour déterminer les risques de résurgence et la stabilité du terrain.

L'étude de ces paramètres permet de définir des zones d'aptitude, la possibilité de recourir à l'assainissement non collectif dépendant de la qualité du sol et de sa faculté à épurer et à infiltrer l'effluent prétraité.

La définition de l'aptitude des sols permet ainsi de déterminer les filières adaptées au degré d'aptitude du sol et de préconiser les dispositifs d'assainissement non collectif adéquats en fonction des types de sol.

En parallèle à l'analyse visant à définir le choix d'un mode d'assainissement en fonction de considérations technico-économique et environnementales et de façon itérative, la démarche d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux usées a donné lieu sur l'ensemble du territoire communal à une analyse prospective en cohérence avec les objectifs d'urbanisation du territoire dans le cadre du projet de PLU.

Pour ce faire, une zone de raccordabilité à l'assainissement collectif a été définie en tenant compte de l'urbanisation actuelle du territoire et de son équipement en réseau d'assainissement.

Le zonage d'assainissement des eaux usées a été élaboré en cohérence avec les perspectives d'urbanisation prévues dans le cadre du projet de PLU. La grande majorité des zones urbaines et à urbaniser sont raccordables à l'assainissement collectif. Les caractéristiques principales du zonage d'assainissement ne sont de nature ni à induire des incidences négatives sur la biodiversité ni à induire d'incidences dommageables significatives sur l'environnement et la santé humaine. Des choix ont également dû être faits en termes de rentabilité, la desserte d'une zone ne devant pas impliquer un coût excessif.

L'ensemble de cette réflexion a abouti à la délimitation, sur la base de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- des zones d'assainissement collectif où les eaux usées sont traitées de façon collective
- des zones relevant de l'assainissement non collectif qui demeurent traitées selon un mode d'assainissement autonome

Le choix de la Communauté de Communes est de conserver en assainissement collectif, les zones déjà desservies (aucune extension de réseau n'est prévue dans l'immédiat).

Le reste du territoire voué à des espaces agricoles et naturels relève de zones d'assainissement non collectif où l'aptitude des sols est de façon générale suffisante pour accueillir des dispositifs d'assainissement autonome. Le choix de la Communauté de Communes est donc de maintenir ces zones en assainissement autonome.

## **RESUME DES PRINCIPALES RAISONS POUR LESQUELLES, NOTAMMENT DU POINT DE VUE DE L'ENVIRONNEMENT, LE PROJET SOUMIS A ENQUETE A ETE RETENU**

La gestion des eaux usées joue un rôle important pour les collectivités locales afin de garantir la protection de la santé publique, la sauvegarde de la qualité du milieu naturel et l'élimination des nuisances.

La loi sur l'eau, qui a introduit la notion de préservation du milieu naturel, notamment de la ressource en eau, engage donc la responsabilité des collectivités vis-à-vis de l'assainissement des eaux usées en leur attribuant de nouvelles obligations dont la définition du zonage d'assainissement des eaux usées (article 35).

L'élaboration du zonage d'assainissement permet d'intervenir de façon préventive sur d'éventuels impacts sur l'environnement de l'assainissement non collectif. L'élaboration de la carte d'aptitude des sols suppose effectivement l'intégration de critères d'aptitude qui ont pour finalité de veiller à la préservation du milieu naturel, notamment en vérifiant la profondeur de la nappe d'eau, afin de protéger les eaux souterraines.

La définition des niveaux d'aptitude du sol permet d'identifier les secteurs qui ne sont pas aptes à recevoir des dispositifs d'assainissement non collectif et donc d'éviter d'éventuels risques de santé publique qui auraient pu être générés par des dysfonctionnements de ces dispositifs sous forme de rejet des effluents dans le milieu naturel.

Elle permet également de préconiser la meilleure solution d'assainissement en précisant la filière la mieux adaptée selon le niveau d'aptitude des sols, ou en cas d'aptitude de prévoir un assainissement collectif.

Le scénario de zonage d'assainissement tel qui a été retenu en cohérence avec le projet de document d'urbanisme, optimise le mieux les solutions d'assainissement potentielles au regard de l'environnement. Il donne effectivement priorité à la densification des zones déjà équipées en réseaux et maintient l'assainissement autonome sur l'ensemble des zones naturelles et agricoles.

La démarche d'élaboration concomitante du zonage d'assainissement des eaux usées et de projet de PLU a ainsi permis de mettre en cohérence les solutions d'assainissement avec les perspectives d'évolution de l'urbanisation. Le développement de l'urbanisation a effectivement été envisagé dans le cadre du document d'urbanisme de façon à lutter contre l'étalement urbain, à réduire la consommation de nouveaux espaces agricoles ou naturels et à recentrer l'urbanisation vers des espaces déjà urbanisés et équipés, en y favorisant la mutualisation des équipements et notamment des réseaux d'assainissement existants.

Le projet s'inscrit également dans le cadre de la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 (directive 2000/60) qui vise à donner une cohérence à l'ensemble de la législation avec une politique communautaire globale dans le domaine de l'eau. Elle définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen avec une perspective de développement durable. La DCE impose en Europe des objectifs de qualité pour les eaux de surface et souterraines.

Elle a introduit une notion de bon état des masses d'eau, imposant que les objectifs et critères autrefois utilisés par cours d'eau, par exemple dans les contrats de rivière soient désormais remplacés par des objectifs par masse d'eau, en France, dans le cadre des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE). La commune de Montaud dépend du bassin hydraulique couvert par le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée entré en vigueur le 21 décembre 2015.

En termes d'objectif, la notion centrale de la DCE est celle de « bon état écologique ». Elle ne concerne que les masses d'eaux douces superficielles, car la directive DCE n'a pas fixé d'objectifs de bon état écologique des eaux souterraines, même si certaines rivières, lacs ou cavernes souterraines peuvent abriter des écosystèmes particuliers.

Une masse d'eau est considérée « en bon état » au sens de la DCE si elle répond conjointement aux deux critères de « bon état chimique » et de « bon état écologique ».

Le projet de réhabilitation du lagunage commun aux communes de Montaud et Saint Quentin sur Isère est en mesure de traiter l'augmentation de charges polluantes induites par le développement supposé des communes dans le cadre des perspectives ouvertes par leur projet de Plan Local d'Urbanisme. L'abattement des charges polluantes futures respectant les exigences réglementaires, aucun impact notable sur la qualité du milieu récepteur des secteurs zonés en assainissement collectif n'est attendu.

Pour les zones en assainissement non collectif, les installations non conformes devront faire l'objet d'une mise en conformité, et les constructions nouvelles devront mettre en place des filières de traitements agréées et correctement dimensionnées ce qui contribuera à respecter les exigences de la DCE.